L'univers matériel et la construction de l'identité bourgeoise : le cas Le Couteulx

*Le Couteulx, identité bourgeoise, univers matériel, siège social, capitalisme
familial, anoblissement*
*The Material Universe and the Construction of a
Bourgeois Identity: the case of Le Couteulx*

Richard Flamein

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11839>
DOI : 10.4000/ahrf.11839
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010
Pagination : 3-30
ISBN : 978-2-200-92634-2
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Richard Flamein, « L'univers matériel et la construction de l'identité bourgeoise : le cas Le Couteulx », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 362 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11839> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11839>

ARTICLES

L'UNIVERS MATÉRIEL ET LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ BOURGEOISE : LE CAS LE COUTEULX

Richard FLAMEIN

L'enjeu historiographique de cet article est de mesurer la dimension non verbale de la construction de l'identité bourgeoise à travers l'exemple de la famille Le Couteulx sur une période allant du ^{xvii}^e siècle au début du ^{xix}^e siècle. La conversion de l'univers matériel en valeurs sociales identifiables interroge la « fluidité » de la norme et les mécanismes de l'ascension. Tous ne relèvent pas de la manifestation du statut social dans la sphère publique, mais de stratégies convergentes de préservation, de transmission, organisant la reproduction sociale et consacrant, au-delà de la Révolution, l'affirmation d'un ordre bourgeois. Par l'analyse des sièges sociaux, des pratiques de gestion du capital et des enjeux de l'anoblissement, on ébauche une description de la dynamique sociale qui échappe au langage des sources classiques du discours sur la mobilité.

Mots-clés : Le Couteulx, identité bourgeoise, univers matériel, siège social, capitalisme familial, anoblissement.

La bourgeoisie fait-elle autre chose que de dire ce qu'elle est ? Peut-on admettre, avec Sarah Maza que la bourgeoisie n'existe pas parce qu'elle n'articule pas verbalement avant la Révolution, dans le champ politique, son identité¹ ? L'historienne américaine nous invite, par là même, à mesurer les modes d'expression ou d'affirmation d'un groupe social

(1) Sarah MAZA, *The myth of the French bourgeoisie : An essay on the social imaginery 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2003, p. 5-6.

qui ne relèvent pas uniquement de la linguistique : l'univers matériel bourgeois, dans son interaction avec l'espace public² participe à la publicité de la dynamique sociale. Il est une facette de sa construction identitaire et permet de mieux comprendre les formes de la mobilité sociale d'Ancien Régime. La difficulté vient, en partie, de notre manque d'aisance face au « langage composé » des sources non-écrites³. Aussi, le « rapport bourgeois à l'objet », s'il existe, n'est pas réductible aux « signes extérieurs de richesse », comme le montrent les recherches récentes de l'historiographie anglo-saxonne⁴. L'enjeu est plutôt la restitution, au moins partielle, d'un véritable langage non-verbal producteur de codes sociaux.

L'approche pour être satisfaisante se doit d'être concrète et on me pardonnera d'« user » encore, à cette fin, des Le Couteulx : famille de négociants d'origine rouennaise, devenus banquiers à Paris dans la seconde moitié du xvii^e siècle, bien connue grâce à la synthèse importante que leur a consacré Michel Zylberberg⁵. Le caractère dynastique de ce capitalisme familial permet de restituer la langue matérielle d'un « monde bourgeois » sur le temps long : débordant la période révolutionnaire, se prolongeant au cœur de la Restauration, la trajectoire des Le Couteulx, entre la fin du xvi^e et le début du xix^e siècle propose une lecture possible d'une ascension sociale vers la haute bourgeoisie au travers et, peut être, par-delà la Révolution française, autorisant une réflexion sur la

(2) Sur les acquis historiographiques du concept habermassien d'espace public voir, en particulier, Stéphane VAN DAMME, « Farewell Habermas? Deux décennies d'études sur l'espace public aux xvii^e et xviii^e siècles », dans *Les dossiers du Grihl, Historiographie et méthodologie, Les dossiers de S. Van Damme*, 2007. Il ne s'agit pas ici d'opposer catégoriquement espaces privé et public, l'un pouvant être constitutif de l'autre, voir Dena GOODMAN, « Public sphere and private life : toward a synthesis of current historiographical approaches to the Old Regime », *History and Theory*, n° 31, 1992, p. 1-20.

(3) Leora AUSLANDER, « Beyond Words », *The American Historical Review*, vol. 110, n° 4, octobre 2005, p. 1015-1045.

(4) Si les concepts de révolution du consommateur, de société de consommation ou de consommation de masse restent discutés pour le xviii^e siècle (voir Jan de Vries pour les Pays-Bas), les notions d'émulation en matière de consommation, même pour les plus pauvres (le « populuxe » de Cissie Fairschild) ou d'imitation d'un modèle aristocratique (le « semi-luxury » de Maxine Berg) soulignent l'intérêt d'une réflexion plaçant au cœur de la culture matérielle les pratiques distinctives : les significations implicites sont-elles dans les objets (Lorna Weatheril) ou dans les situations sociales dans lesquelles ils sont placés (Arjun Appadurai)? Dans la perspective d'une histoire du « sujet », une lecture par le « genre » (Victoria de Grazia) éclaire encore la diversité des pratiques de consommation d'un jour différent.

(5) Je lui exprime ici ma gratitude. Michel ZYLBERBERG, *Capitalisme et catholicisme dans la France moderne, la dynastie Le Couteulx*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

mise en œuvre d'un « ordre bourgeois »⁶. Trois pistes sont explorées pour donner consistance à cette démarche : le siège social dans sa mobilité et sa capacité à produire des hiérarchies au sein du monde marchand, le capital que les mécanismes de reproduction sociale placent au cœur de la construction identitaire, enfin, les manifestations matérielles de l'anoblissement produisant un discours sur l'utilité sociale et son inflexion dans le champ révolutionnaire.

Le siège social et l'identité bourgeoise

Les sièges sociaux n'ont pas fait l'objet d'une attention soutenue de l'historiographie. Pour des raisons difficiles à définir, l'univers matériel de la direction d'entreprise demeure mal connu⁷. Pourtant, leur géographie reflète autant la mobilité des réseaux que les enjeux de l'insertion et de la redistribution sociale.

Deux siècles d'entreprise Le Couteulx se condensent, à Rouen, sur trois axes : l'ancienne rue Malpalu, paroisse Saint-Maclou, la rue de l'Épicerie, paroisse Saint-Denis, entre la cathédrale et la halle aux draps, où les Le Couteulx acquièrent, en 1680, leur premier siège social⁸, enfin, en 1699, la rue aux Ours, où l'entreprise installe durablement son siège, dans un ensemble important regroupant plusieurs corps de logis autour de deux cours, jusqu'à sa disparition, dans le premier quart du XIX^e siècle⁹. La mobilité du siège social rouennais, à la fin du XVII^e siècle, doit être replacée dans le cadre d'un affrontement corporatiste et procédurier qui oppose les marchands-drapiers aux merciers-grossiers, lors de la difficile mise en place d'une réglementation de la commercialisation du drap. La restructuration de la profession des marchands qui en découle, dans la conjoncture économique difficile de la seconde moitié du XVII^e siècle, entraîne une redistribution importante de leur localisation à Rouen : la

(6) Lynn HUNT, « La visibilité du monde bourgeois », dans Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Vers un ordre Bourgeois ? Révolution et changement social*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 372.

(7) Voir Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, thèse de doctorat, Paris, Université de Paris IV, 1975 et plus récemment, Jean LAMBERT-DANSETTE, *Histoire de l'entreprise et des chefs d'entreprise en France, 1830-1880*, Paris, Chemin de la Mémoire, L'Harmattan, 2000-2003, 3 vol.

(8) AD Seine-Maritime, 2E1/2750, 5 août 1680. Achat de la maison rue de l'Épicerie par Étienne I^{er} avec ses deux associés parisiens, Jacques III et Antoine I^{er}.

(9) *Ibid.*, 2E12/25, 11 décembre 1699. Achat en commun et à part égale du siège social rouennais de la rue aux Ours à Henri Henriquez, pour 39 000 livres.

LES DIRIGEANTS DE LE COUTEULX ET C^{IE}.

Gras : dirigeants parisiens.

(C) : formation à Cadix.

Ital. : n'est pas le fils d'un dirigeant de Le Couteulx et C^{ie}.

<u>PRÉNOM</u>	<u>PARENTÉ</u>	<u>BRANCHE</u> (père)	<u>PARTICI- PATION</u>	<u>ENTRÉE / SORTIE</u> (en livres)
Guillaume I ^{er}		Rouen		décès 1611
<u>la première génération</u>				
David I ^{er}	Guillaume I ^{er}	Rouen		avant 1611 / décès en 1622
Jean IV	<i>idem</i>	Rouen (ancienne)		1622 / décès en 1651
		Paris/ Rouen (nouvelle)	6 047	1650 / <i>idem</i>
Jacques I^{er}	<i>idem</i>	Paris	5 659	décès en 1652
Robert II Levasseur /petit-fils de Guillaume		Paris	2 833	vers 1630 / retrait en 1652
<u>la deuxième génération</u>				
Nicolas I ^{er}	Jean IV	Paris	10 929	1651 / décès en 1651
Jean VIII	<i>idem</i>	Rouen		1651 / décès en 1660
<i>Geneviève Dufour</i>	vve Jean VIII	Rouen	40 000	1660 / retrait en 1681
Jacques III	Jean IV	Paris		1651 / retrait en 1697
Étienne I ^{er}	<i>idem</i>	Rouen	150 000	1651 / décès en 1698
Antoine I^{er}	<i>idem</i>	Paris	150 000	1651 / décès en 1698
<u>la troisième génération</u>				
Barthélemy II	Antoine I^{er}	Paris	150 000/400 000	1697 / décès en 1721
Jean X	idem	Paris	150 000/400 000	1697 / retrait en 1738
Jacques VI	Jacques III	Paris	150 000/400 000	1697 / décès en 1738
Jean-Étienne I ^{er}	idem	Rouen	150 000/400 000	1697 / retrait en 1738
Antoine III	Antoine I^{er}	Rouen	150 000/400 000	1697 / décès en 1753
Barthélemy I ^{er}	Jacques III	Rouen	150 000/400 000	1697 / décès en 1757

<u>la quatrième génération</u>				
Barthélemy III	Barthélemy II	Paris	300 000	1738 / retrait en 1745
Jean-Jacques-Vincent (C)	idem	Paris	300 000	1745 / décès en 1765
Jacques-Félix (C)	Jean-Étienne I ^{er}	Paris	300 000/434 187	1738 / décès en 1768
Antoine-Louis (C)	Barthélemy I ^{er}	Rouen	300 000/342 269	1740 / décès en 1779
Jean-Baptiste-Étienne	Jacques-Étienne	Paris		1767 / retrait en 1781
Jacques-Jean (C)	Jacques-Félix	Paris		1765/retrait en 1790
Antoine IV	Antoine III	Rouen	300 000	1762/retrait après 1790
<u>la cinquième génération</u>				
Barthélemy-Jean-Louis (C)	Jean-Jacques-Vincent	Paris		1780 / retrait en 1790
Laurent-Vincent (C)	idem	Paris		1784 / décès en 1794
Barthélemy-Pierre	Antoine IV	Rouen		1790 / décès en 1805
Jean-Barthélemy (C)	<i>Barthélemy-Thomas</i>	Rouen puis Paris		1770 / retrait en 1808
<u>la sixième génération</u>				
Laurent-Barthélemy	Barthélemy-Jean-Louis	Paris	150 000 F.	1808 / décès en 1811
Jacques-Félix	Jacques-Jean	Paris	100 000 F.	1810 / décès en 1812
Barthélemy-Alphonse	Jean-Barthélemy	Paris	100 000 F.	1810 / retrait en 1813
<i>Louise Fouäche</i>	vve Barthélemy-Pierre	Rouen		1805 / faillite en 1824

paroisse Saint-Maclou, où résident les Le Couteulx, « connaît entre 1656 et 1687 un recul, supérieur à la moyenne de sa population marchande d'environ 45 % »¹⁰. Elle s'accompagne d'un déclin sensible des effectifs de marchands bourgeois rouennais en exercice à cette époque, en particulier des marchands-drapiers, contraints de se diversifier à la fois dans leurs activités et leur localisation : les Le Couteulx qui ont exercé dans ce quartier d'importantes responsabilités marchandes et municipales abandonnent, pourtant, la rue Malpalu où les marchands-drapiers exerçaient traditionnellement leur métier depuis le début du xvii^e siècle¹¹. Ces tensions corporatistes permettent de mieux comprendre, sans l'expliquer totalement, la création de la branche parisienne de Le Couteulx et C^{ie}, ainsi que l'orientation progressive, vers 1670, d'une partie de ses activités vers les services bancaires, afin de faciliter l'activité commerciale dans un premier temps, puis progressivement, comme une source de profit moins dépendante des aléas économiques¹². Elles ébauchent de nouvelles formes de concentration au sein de certains îlots, comme celui de la rue aux Ours, où les grandes familles marchandes se mêlent à la robe, favorisant l'affirmation d'« une strate supérieure du négoce », au sommet de l'échelle de la marchandise, consolidant sa position dans l'espace public, conjuguant le droit et la réputation, renforçant la différenciation sociale au sein de la marchandise, par le cumul des compétences et les alliances matrimoniales « de proximité ». Cette dynamique fournit également une clé importante pour expliquer la complémentarité par une spécialisation relative des activités entre les deux directions : Rouen se consacrant à la manufacture et au négoce, Paris se livrant aux activités plus financières. La « fluidité » des dirigeants entre les deux sièges tend, d'ailleurs, à se restreindre en avançant dans le xviii^e siècle, Parisiens et Rouennais plaçant leurs fils indifféremment dans un siège ou dans l'autre, jusqu'aux années 1740. Ensuite, les branches parisiennes se stabilisent, tandis qu'une certaine mobilité existe encore du siège normand vers la capitale, soulignant le transfert du centre de gravité de l'entreprise vers Paris, dans le deuxième tiers du xviii^e siècle.

(10) Jochen HOOK, « Réunions de métiers et marché régional. Les marchands réunis de la ville de Rouen au début du xviii^e siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, mars-avril 1988, n° 2, p. 303-304.

(11) David I^{er} est quartenier, à partir de 1620, du quartier Martainville où se trouve la rue Malpalu, son frère Jean IV lui succède en 1638, il est alors deuxième consul de la juridiction consulaire, puis devient échevin moderne en 1644.

(12) Voir Guillaume DAUDIN, *Commerce et prospérité, la France au xviii^e siècle*, Paris, PUPS, 2005, p. 249

À Paris, les localisations successives du siège, plus nombreuses (la société déménage ses locaux à huit reprises entre 1613 et 1812) traduisent un travail souvent renouvelé de « mise en visibilité » de la réussite de l'entreprise dans un univers concurrentiel dans lequel la plupart des nouveaux-venus risquent le rejet au sein des professions libres, en deçà des corporations marchandes¹³. Cette mobilité doit cependant être nuancée : toutes les implantations, entre 1630 et 1790, sont contenues dans un triangle étroit compris entre les églises Saint-Leu, Saint-Eustache et la rue Montorgueil, au nord du quartier des Halles, véritable centre de gravité de l'économie parisienne¹⁴. Cette mobilité relative s'inscrit, également, dans un contexte de renouvellement soutenu des sociétés de banque où la longévité des Le Couteulx fait figure d'exception : seuls trois établissements, sur les trente-six recensés par l'*Almanach* en 1704, ont traversé le demi-siècle et ont survécu à la banqueroute de Law. En 1749, neuf banques seulement sur les soixante-huit sociétés dénombrées – soit environ 13 % – ont plus de vingt années d'existence. Les Le Couteulx ne sont d'ailleurs pas implantés tout à fait au cœur de ce monde bancaire parisien dont l'épicentre se trouve dans le quartier compris entre la Seine et le sud des Halles – les rues Thibotodée, du Bourdonnais, des Deux Boules – et à l'est, à proximité des rues Saint-Martin et Quincampoix. L'insertion du siège social dans le tissu urbain hiérarchise l'espace public : une économie du prestige incite les Le Couteulx à rechercher, à l'intérieur d'un périmètre restreint préservant les réseaux de la sociabilité, de l'information commerciale, dans un micro marché immobilier à l'échelle du quartier ou de la rue, l'immeuble en adéquation avec la représentation de la position qu'ils occupent dans la société. Plus que d'une ségrégation spatiale, il s'agit d'un redéploiement social du logement, préservant les réseaux de proximité, mais redistribuant les hiérarchies sociales. À trois reprises, au xvii^e siècle, la direction parisienne déplace son siège dans la rue de la Grande Truanderie, paroisse Saint-Eustache, mais à des niveaux différents de loyers et de prestige, abandonnant au final, à partir de 1678, la somme annuelle considérable

(13) Nicolas LYON-CAEN, *Un roman bourgeois sous Louis XIV ? Récits de vie marchande et mobilité sociale : les itinéraires des Homassel*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2008. Les Le Couteulx disposent déjà dans la capitale d'un facteur et de plusieurs loges dans les foires parisiennes de Saint-Lendit et de Saint-Germain lors de leur installation.

(14) Voir Daniel ROCHE, *La culture des apparences. Une histoire du vêtement xvi^e-xviii^e siècles*, Paris, 1989, p. 270 et Natacha COQUERY, *L'hôtel aristocratique, le marché du luxe à Paris au xviii^e siècle*, Paris, 1998, p. 64.

de 2 000 livres pour la location d'une grande maison neuve avec porte cochère¹⁵.

Les acquisitions de sièges par Le Couteulx et C^{ie}, à partir de la fin du xvii^e siècle, se font en indivision entre les dirigeants et s'organisent, à Paris, comme à Rouen, dans l'exiguïté et la plasticité des quartiers centraux anciens¹⁶. La mobilité sociale se manifeste, alors, par le remaniement du bâti et la sociabilité de voisinage : le rachat des propriétés mitoyennes¹⁷, la rénovation ou la reconstruction coûteuse des hôtels particuliers, mais aussi la consolidation des formes de solidarité par les alliances commerciales et endogamiques entre voisins. Au début du xviii^e siècle, deux dirigeants rouennais épousent deux sœurs de la riche famille négociante Boëtte, en affaires avec les Le Couteulx dans les expéditions malouines qui demeure dans l'hôtel voisin du siège de la rue aux Ours¹⁸. La vocation, à la fois professionnelle et résidentielle des sièges révèle un mécanisme de distribution longitudinal articulant comptoir et offices, au rez-de-chaussée, autour d'une cour avec porte cochère, tandis que les pièces d'habitation sont orientées, dans la mesure du possible, vers le jardin. Les pièces de prestige, éclairées en « lanterne », en interface entre espaces public et privé, souvent au premier étage, prennent leur lumière sur la cour et le jardin. Les logements vastes permettent non seulement la cohabitation des différents dirigeants, l'hébergement des associés provinciaux, mais également, les pratiques de locations¹⁹ : les deux propriétaires de la rue Montorgueil perçoivent un loyer de la société qui s'élève à 3 650 livres par an et louent également un corps de logis de l'hôtel d'Auch à un marchand bourgeois de la ville de Paris, beau-frère de l'un d'eux pour 1 500 livres annuelles, ainsi que deux maisons atte-

(15) AN, MC Et. CXIII/222, 30 septembre 1706. Inventaire des papiers de Joachim Seiglière de Boisfranc.

(16) AD Seine-Maritime, 2E1/2750, 5 août 1680. Achat d'une maison rue de l'Épicerie, paroisse Saint-Denis à Rouen, *ibid.*, 2E12/25, 11 décembre 1699. Achat du siège de la rue aux Ours, AN, MC, Et. XXIX/408, 7 mai 1732. Reconnaissance d'acquisition par Jacques VI et Jean X de l'hôtel d'Auch.

(17) *Ibid.*, 2E13/32, 14 juillet 1719. Achat d'un ensemble de corps de logis adjacent au siège de rue aux Ours à la riche famille Asselin, propriétaire de l'hôtel voisin pour 40 000 livres.

(18) *Ibid.*, 2E7/35, 28 juillet 1708. Contrat de mariage de Louise-Catherine Boëtte et d'Antoine III et *Ibid.*, 2E7/43, 7 septembre 1712. Contrat de mariage de Marie-Anne Boëtte et de Barthélemy I^{er}, dotées chacune de 30 000 livres.

(19) Voir Olivier ZELLER, « Un mode d'habiter à Lyon au xviii^e siècle. La pratique de la location principale » *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome XXXV, 1988 n° 1, p. 36-60. Les Le Couteulx sous-louent puis louent de façon régulière des parties des sièges sociaux.

nantes²⁰. La spéculation immobilière n'est pas absente de la gestion des sièges : Jacques-Jean Le Couteulx du Molay, devenu seul propriétaire du siège de la rue Montorgueil²¹ choisit de remembrer les parcelles de l'îlot, d'en détruire le bâti, en 1790, afin de procéder à une opération immobilière locative d'ampleur avec l'architecte Charles-François Mandar²².

À la veille de la Révolution, la localisation des sièges sociaux parisiens de Le Couteulx et C^{ie} accompagne le glissement accéléré du vieux centre vers l'ouest et les faubourgs : à cette époque, le nouveau mur d'octroi provoque une redistribution sociale significative de la population aisée de la capitale, suivie par l'activité financière²³. Le percement d'environ soixante-dix rues s'accompagne d'une fièvre spéculative²⁴. En 1788, la banque parisienne se trouve dans un croissant qui comprend le Palais-Royal et la rue de Richelieu à l'ouest, suivant, au nord, un axe reliant la place des Victoires à la porte Saint-Denis et s'achevant par les implantations anciennes des rues Saint-Martin et Beaubourg (voir carte). Au début de la Révolution, les dirigeants de Le Couteulx et C^{ie} abandonnent le « triangle des Halles » pour installer le siège parisien place Louis Le Grand – la future place Vendôme – en 1790, dans le prestigieux hôtel d'Évreux, propriété, depuis 1787 du banquier Louis Pourrat, beau-père de Laurent-Vincent Le Couteulx de la Noraye²⁵. Dans le contexte de la guerre engagée contre l'Espagne, le Comité de sûreté générale charge Ducange de leur arrestation à cette adresse, le 9 frimaire an II (29 novembre 1793), pour intelligence avec les ennemis de la République, ainsi que celle de tous les dirigeants parisiens de Le Couteulx et C^{ie}²⁶. Conduits à la Concier-

(20) AN, MC Et. XCVIII/512, 26 décembre 1750. Exécution du testament de Jean X Le Couteulx.

(21) *Ibid.*, XCVIII/622, 9 juin 1777. Licitation de l'hôtel d'Auch par Catherine-Paule Le Couteulx, la mère de Jacques-Jean.

(22) Le cour Mandar est, à l'origine, un ensemble d'immeubles de rapport percé au sein de l'îlot constitué par l'ancien siège social de la rue Montorgueil et les jardins de l'hôtel de Charost voisin.

(23) Louis BERGERON, *op. cit.*, tome I, p. 7.

(24) Louis-Sébastien MERCIER, *Le tableau de Paris*, Amsterdam, 1783, art. 635 : Bâtimens.

(25) AN, T 188, Séquestres révolutionnaires, Papiers de Broglie. Voir Alexandre GADY, *Les hôtels particuliers de Paris, du Moyen-Âge à la Belle-Époque*, Paris, Éditions Parigramme, 2008, 327 p. 204-205, ainsi que les gravures extraites de l'ouvrage de Jean MARIETTE, *L'architecture française*, Paris, 1727.

(26) AN, Juridictions extraordinaires : tribunal révolutionnaire, fonds W. 437, 29 novembre 1793. L'ordre d'arrestation concerne également Jacques-Jean du Molay, Barthélemy-Jean-Louis et Louis Pourrat,

gerie, ils y sont détenus pendant plusieurs mois, le siège faisant l'objet d'un séquestre strict²⁷. Tous, à l'exception de Louis Pourrat échappent à la guillotine²⁸. La branche parisienne est alors mise en liquidation et la mort de Laurent-Vincent, le 16 brumaire an III (6 novembre 1794) oblige Canteleu à transférer le siège d'une nouvelle société recentrée sur les activités manufacturières et maritimes, au 56 de la rue du Faubourg Saint-Honoré²⁹.

Après la Révolution, la banque ne s'accommode plus des rues étroites et boueuses des vieux quartiers; ce déplacement traduisant aussi une transformation de la fortune parisienne, tant dans sa structure que dans la mise en forme de sa réussite. Les établissements parisiens connaissent alors une forte concentration autour de la rue du faubourg Poissonnière, entre les faubourgs Montmartre et Saint-Denis, puis à l'ouest de la rue de Richelieu, autour du futur boulevard des Italiens : ici, la banque parisienne s'ouvre sur le faubourg Richelieu et la Chaussée-d'Antin. Jean-Barthélemy Le Couteulx et C^{ie} est dissoute en 1808, en partie à cause d'un procès l'opposant à la banque espagnole Saint-Charles et une dernière société est créée, la même année, au 30 de la rue d'Hauteville³⁰, entre les faubourgs Saint-Denis et Poissonnière, sous le nom de Fauveau, Le Couteulx et C^{ie}, associant à Alexandre-François Fauveau, les fils de trois dirigeants parisiens de la société³¹. Le décès prématuré de deux d'entre eux entraîne la dissolution, en novembre 1813 et l'abandon du dernier siège social des Le Couteulx à Paris³². Si le nombre d'établissements recensés, par l'*Almanach Royal*, entre 1788 et 1818 se révèle très stable, 49 en 1788 contre 51 en 1818, le monde de la banque a changé : seuls huit établissements – soit 16,3 % – ont survécu à la Révolution et à l'Empire, les maisons Busoni, Caccia, Delessert, Lefevre, Mallet, Perregaux, Rougemont et surtout Tourton-

(27) Pierre-Nicolas BERRYER, *Souvenirs*, Paris, 1839, tome I, p. 169.

(28) Félix CLEREMBRAY, *La Terreur à Rouen : 1793-1794-1795*, Rouen, Office d'édition du livre d'histoire, 1994 (réed.).

(29) Essentiellement, les manufactures d'huile de baleine de Saint-Sever, de tabac de Morlaix et les fonderies de cuivre de Romilly-sur-Andelle.

(30) Jules et Félix LAZARE, *Dictionnaire administratif et historique des rues de Paris*, Paris, chez Félix Lazare, 1844, p. 279-280.

(31) AN, MC, Et. CXVIII/733, 16 avril 1811. Papiers de l'inventaire après décès de Laurent-Barthélemy. Les statuts de la société prévoient que Laurent-Barthélemy, le fils de Barthélemy-Jean-Louis, soit rejoint en 1810 dans le capital par Barthélemy-Alphonse, fils de Jean-Barthélemy et Jacques-Félix, fils de Jacques-Jean Le Couteulx du Molay.

(32) *Ibid.*, XXVIII/746, 18 novembre 1813. Dissolution de Fauveau, Le Couteulx et C^{ie}.

Ravel qui devient, avec la disparition de Le Couteulx et C^{ie}, la plus ancienne banque de Paris³³. Plus qu'à un renouvellement de la bourgeoisie de banque, – elle se renouvelait déjà à un rythme soutenu sous l'Ancien Régime –, on assiste à sa transformation en profondeur par la professionnalisation des pratiques, la participation aux affaires de finances qui exigent des compétences portées par une nouvelle génération de banquiers incarnée par les Perrier, Rothschild, Lafitte ou encore Hottinguer, installé rue du Sentier en 1818 et qui a été formé chez Le Couteulx et C^{ie} avant la Révolution³⁴.

Les sièges sociaux des Le Couteulx traduisent différentes dimensions de la mobilité sociale : ils rendent visible la consolidation et l'affirmation d'une élite marchande dans un double phénomène de concentration sociale et de redistribution dans l'espace. Ils montrent, à la fois, la solidité et le crédit d'une entreprise dans un contexte d'assez forte précarité des établissements et traduisent également une transformation progressive des enjeux du capital dans le mode de propriété et l'organisation du bâti. Les acquisitions assez tardives, puis les ventes par licitation des sièges dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, offrent un second niveau de lecture, plus délicat, d'une redistribution de la position sociale entre branches, au sein de la famille posant, dans le cadre de l'anoblissement, le problème plus large de la convertibilité possible de la réussite économique en « valeur sociale ».

La convertibilité du capital

Autant qu'un instrument de domination dans la sphère économique et sociale, on peut lire dans le capital un élément constitutif d'une identité. Il y a, dans sa gestion par les Le Couteulx, une manière d'être dans l'espace public, de conjuguer de façon transversale avec les hiérarchies, de produire et de vivre une représentation de l'ordre social, d'interroger la norme dans le cadre de la société d'ordre d'Ancien Régime³⁵. L'ascension sociale des dirigeants de Le Couteulx et C^{ie} se fonde essentiellement sur

(33) Installée place des Victoires en 1749, la banque Tourton & Ravel transporte son siège rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur en 1788, puis, rue du Mont Blanc sous la raison sociale Tourton, Ravel et C^{ie}.

(34) Max GERARD, *Messieurs Hottinguer, banquiers à Paris*, Paris, Draeger Frères, 1968, p. 99 et 100.

(35) Voir Fanny COSANDEY, *Dire et vivre l'ordre social en France sous l'Ancien Régime*, Paris, EHESS, 2005, p. 15-17.

Localisation des sièges sociaux parisiens de banque entre 1788 et 1818,
d'après l'*Almanach royal*.

Légendes :

1-le quadrilatère noir : aire de localisation de la banque parisienne dans la première moitié du XVIII^e siècle.

: les foyers principaux de la banque parisienne dans le premier tiers du XVIII^e siècle.

: aire de localisation des sièges sociaux de Le Couteux et C^{ie} jusqu'à la Révolution.

2-Redistribution de l'activité bancaire entre la Révolution et l'Empire.

: les sièges sociaux recensés en 1788.

: les sièges sociaux recensés en 1818.

1 : siège de Le Couteux et C^{ie}, rue Montorgueil jusqu'en 1788.

2 : le siège de Le Couteux et C^{ie}, place Vendôme (1790-1794).

3 : le siège de Jean-Barthélemy et C^{ie}, rue du Faubourg Saint-Honoré (1794-1808).

4 : le dernier siège parisien de Le Couteux et C^{ie} rue d'Hauteville (1808-1813).

la consolidation, la maîtrise et la transmission d'un capital qui détermine, dans une large mesure, un aspect essentiel de l'identité bourgeoise : celui de la continuité et de la pérennité des affaires, gage de la crédibilité de la société et de son inscription dans la durée.

La dimension familiale de ce capitalisme constitue un élément essentiel dont il apparaît nécessaire d'analyser les mécanismes de transmission. Ils relèvent, chez les Le Couteulx, d'un usage strict de la cooptation. Les successions de pères en fils représentent plus de 80 % des désignations de dirigeants et dans 60 % des cas, elles concernent des fratries. La génération qui dirige la société dans la seconde moitié du XVII^e siècle réunit cinq fils de Jean IV sur six dirigeants. Le plus souvent, après 1735, les dirigeants de Le Couteulx et C^{ie} sont cousins, les différentes branches de la famille s'« individualisant » progressivement. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la fratrie devient l'exception pour disparaître totalement à la veille de la Révolution. Il semble ainsi que, la « barrière » de l'admission à l'entrée du capital étant franchie, le capitalisme familial, dans le cas des Le Couteulx, relève essentiellement de la transmission patrilinéaire au sein de branches familiales devenues parallèles et s'accompagne, peu avant la Révolution, de l'abandon par licitation de la propriété indivise des sièges : les du Molay acquièrent, en 1777, le siège de la rue Montorgueil pour 250 000 livres, les Verclives, en 1783, celui de la rue aux Ours pour 105 000 livres³⁶. Les apports « exogènes » de dirigeants font figure d'exception : un neveu et deux veuves participent au capital quand les décès trop rapprochés menacent la cohésion du capital ou la branche d'extinction, rappelant, comme le montre Scarlett Beauvalet-Boutouyrie, le rôle parfois très actif joué par ces dernières en matière d'entrepreneuriat³⁷. Enfin, deux dirigeants, Jean-Baptiste-Étienne en 1767³⁸ et Jean-Barthélemy en 1770, se détournent d'une carrière parlementaire pour rejoindre le siège parisien. L'équilibre entre les deux direc-

(36) AN, MC, Et.XCVIII/622. 9 juin 1777. Licitation de l'hôtel d'Auch à Catherine Paule Le Couteulx, mère de Jacques-Jean et AD Seine-Maritime, 2E2/124, 22 avril 1783. Licitation du siège de la rue aux Ours en faveur d'Antoine IV.

(37) Il s'agit de Geneviève Dufour, veuve de Jean VIII entre 1660 et 1681 et de Louise Fouâche, veuve de Barthélemy-Pierre Le Couteulx de Verclives, entre 1805 et 1824, voir Édouard DELOBETTE, *Ces « Messieurs du Havre ». Négociants, commissionnaires et armateurs de 1680 à 1830*, Thèse de doctorat, soutenue à l'Université de Caen, sous la direction du professeur André Zysberg, 2005, 2 547 p. Sur le rôle des veuves, voir Scarlett BEAUVALET-BOUTOUYRIE, *Être veuve sous l'Ancien Régime*, Paris, Belin, 2001.

(38) Jean-Baptiste-Étienne, avocat et seigneur des Muttes, anobli par lettres patentes en 1764, il rejoint la direction parisienne en 1767 qu'il abandonne en 1781.

tions est maintenu jusqu'à la troisième génération avec un maximum de trois dirigeants par siège entre 1697 et 1738. Les générations suivantes n'en comptent plus que deux, mais avec un renouvellement plus important en faveur de la capitale. Après 1780, Paris l'emporte avec trois dirigeants sur quatre, tandis que Rouen passe aux mains de la dynastie des Verclives. La séparation d'intérêts entre les deux sièges de la société, dont le capital reste commun jusqu'au début du XIX^e siècle et malgré un système d'investissements croisés, est également précipitée par les difficultés financières que rencontre la direction parisienne à partir de 1785, notamment à cause de la perte du monopole du trafic des piastres avec l'Espagne et celle de Rouen menacée par le traité de commerce avec l'Angleterre de 1786. Pendant la Révolution, les dernières générations consolident encore le phénomène de reproduction sociale en ajoutant à l'hérédité une séparation de plus en plus nette entre les branches familiales : la sixième génération se caractérisant, en 1808, par une stabilité absolue de la transmission, associant sur Paris trois dynasties distinctes de la famille – les de la Noraye, les du Molay et les Canteleu –, tandis que la branche rouennaise des Verclives, associée à la puissante famille havraise des Fouäche ne voit pas de successeur parisien prendre la direction de la rue aux Ours après le décès de Barthélemy-Pierre en 1805.

L'importance du capital constitue une composante acceptable du discours bourgeois de la réussite sociale, non sans quelques réserves. Pierre Le Pesant de Boisguilbert présente, en 1704, la maison Le Couteulx comme « la plus fameuse banque de France » et affirme, se fondant sur une estimation généreuse, que la branche de Rouen dispose de « deux millions vaillants »³⁹. Cette estimation, souvent reprise, doit être considérée avec prudence : les contrats de société renouvelés en 1697 et 1698 maintiennent la participation au capital de chaque dirigeant pour les deux branches à hauteur de 150 000 livres, pour un total non négligeable de 900 000 livres dans un contexte de pénurie forte du numéraire et de ralentissement des échanges. La valeur totale du capital de la société – et pas uniquement de la branche rouennaise – n'est portée à 2 400 000 livres qu'en 1720. La somme de deux millions de livres avancée par l'économiste reflète, sans doute, davantage le crédit dont disposent les Le Couteulx, à cette date et les capitaux qu'ils sont supposés pouvoir mobiliser par leur réseau, plutôt qu'un montant immédiatement disponible.

(39) AN, G/7/721, 4 juillet 1704. Lettre de Boisguilbert au contrôleur général Chamillart.

Les contrats, renouvelés à échéances régulières, le plus souvent pour trois années, sous seing privé permettent de reconstituer, tant bien que mal, les fluctuations du capital, ainsi que la part contributive de chaque dirigeant. Celui de Le Couteulx et C^{ie} s'accroît de manière significative, dans le premier quart du XVIII^e siècle, avec un maximum en 1720 pour se stabiliser, en 1762, autour de 1 200 000 livres⁴⁰. Ce capital assez considérable, comparativement à celui de la plupart des établissements bancaires de l'époque⁴¹, constitue, avec l'ancienneté, une des caractéristiques principales de la gestion des Le Couteulx et contribue à assurer la réputation de sérieux et de solidité de l'entreprise. Il relève, pour une part, de l'« effet mécanique » du nombre des dirigeants impliqués dans la direction – six en 1720, quatre en 1762 –, le « droit d'entrée » reculant de 400 à 300 000 livres pendant la même période. Il est aussi le fruit d'un « effet cumulé » et de choix stratégiques permis par la durée exceptionnelle, conjuguée à la transmission patrilinéaire rigoureuse de l'entreprise limitant le plus possible la dispersion. Le « classement » discutable, établi par l'*Almanach royal* pour la première moitié du XVIII^e siècle situe les Le Couteulx, de manière récurrente, mais discontinue, parmi les quatre premières banques parisiennes. L'ancienneté et la stabilité de l'entreprise en sont, dans une large mesure, la cause⁴².

La variabilité du retour sur investissement interroge la dimension collective de la gestion du capital et la responsabilité personnelle de chaque dirigeant, renvoyant à une hiérarchisation entre les différentes branches familiales : à ce titre, faut-il encore parler d'une fortune familiale ou d'une somme d'investissements individuels ? Le capital retiré peut être très variable selon l'implication du dirigeant ou ses résultats dans la société : si Jacques VII et Antoine-Louis engagent, chacun, une participation à hauteur de 300 000 livres dans le renouvellement du contrat de 1762, la part du premier, lors de son décès en 1768 est estimée à 434 187 livres, tandis que celle du second, en 1779, s'élève « seulement » à 342 269

(40) AN, MC, Et. XV/363,26 et 28 novembre 1698. Papiers de l'inventaire après décès de Antoine I^{er} Le Couteulx. *Ibid.*, XV/520,19 août 1721. Inventaire après décès de Barthélemy II, papiers. *Ibid.*, XCVIII/569, 4 décembre 1765. Inventaire après décès de Jean-Jacques-Vincent, papiers.

(41) Voir Herbert LÜTHY, « Necker et la Compagnie des Indes », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 5, 1960, p. 854 et Marcel MARION, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVI^e et XVIII^e siècles*, Paris, A. Picard, 1923, p. 36, art. « Banque ».

(42) Il est probable que ce classement ait fait l'objet de contestations ou de remises en cause puisqu'il est abandonné pour l'ordre alphabétique dans l'édition de 1749.

livres⁴³. L'absence d'une gestion véritablement collective semble poser problème à la veille de la Révolution : le jeune commis d'origine suisse, Jean-Conrad Hottinguer, qui travaille depuis 1784 chez Le Couteulx et C^{ie} souligne le relatif désordre qui règne dans l'organisation et la gestion de l'entreprise dont il dresse, tant bien que mal, la comptabilité en partie double⁴⁴. Il se souvient également des fortes divergences qui opposent les dirigeants. Il est plus difficile encore de prendre la mesure du profit : une estimation toujours délicate à établir, l'absence dans les archives de livres de comptes qui ne sont d'ailleurs pas toujours d'une grande fiabilité, un contexte concurrentiel qui invite à la discrétion, enfin, la publicité autour du profit qui peut être mal venue pour des raisons fiscales constituent autant d'obstacles au décryptage de la rentabilité réelle du capital⁴⁵. Il apparaît, néanmoins, qu'il s'établit progressivement une perception plus claire de l'inégale vitesse de rendement du capital dont la prise en compte accélère, à la fois, la spécialisation de chaque branche et la complémentarité des pratiques dans le cadre d'investissements croisés, industriels et financiers, entre les deux sièges. La spécialisation géographique – Rouen est l'avant-port de Paris – n'explique pas tout : la variabilité des taux de profit a pour effet une différenciation croissante des investissements. Si les deux sièges participent également à la percée de la banque privée aux ^{xviii}e et ^{xviii}e siècles, il apparaît que l'investissement commercial appelle une immobilisation souvent plus longue de fonds importants, avec un risque non négligeable de pertes et une exposition plus immédiate aux fluctuations économiques. La prudence des Le Couteulx à l'égard de l'investissement commercial est manifeste vers 1750. Elle se traduit par une approche différenciée de la construction du profit sans aboutir, cependant, à une spécialisation totale entre les deux sièges⁴⁶. Il y a là une construction lente et souvent empirique de la profession de banquier, sur

(43) AN, MC Et. XCVIII/581, 20 et 21 novembre 1768. Papiers de la succession et partage de Jacques VII Le Couteulx du Molay. *Ibid.*, XCVIII/635, 30 juillet 1780. Partage de la succession du dirigeant rouennais Antoine-Louis.

(44) Cité dans Max GERARD, *Messieurs Hottinguer, banquiers à Paris*, Paris, Draeger Frères 1968, p. 99 et 100. Sur les pratiques comptables, voir Yannick LEMARCHAND, « À la conquête de la science des comptes. Variations autour de quelques manuels français de teneur de livres », dans Jochen HOOCK, Pierre JEANNIN et Wolfgang KAISER (dir.), *Ars mercatoria. Manuels et traités à l'usage des marchands, 1420-1820*, t. III, Analyses, 1470-1700.

(45) Guillaume DAUDIN, *Commerce et prospérité, la France au ^{xviii}e siècle*, Paris, PUPS, 2005, p. 251-257.

(46) Voir Charles CARRIERE, *Négociants marseillais au ^{xviii}e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Marseille, A. Robert, 1973, 2 vol., p. 945-946.

le substrat des réseaux du négoce, longtemps centrée, dans le cas des Le Couteulx, sur les lettres de change et le trafic des métaux précieux. La maîtrise progressive de l'outil financier ouvre la voie à l'émergence d'une élite restreinte de négociants-banquiers au XVIII^e siècle, puis de financiers toujours en lien avec la marchandise, mais de plus en plus spécialisée en matière de compétences et fermée en terme de recrutement social. La longévité de la société repose, aussi, sur la capacité de ses dirigeants à réaliser des investissements croisés entre banque et négoce : les Parisiens financent l'économie de la traite organisée par l'intermédiaire du siège rouennais depuis le Havre, ces derniers participent à la spéculation sur la rente avec les principaux financiers de l'époque⁴⁷. Elle consolide encore la position d'une élite issue de la marchandise, mais dont les champs de compétences et les réseaux de sociabilité internationaux sont considérablement élargis.

Les pratiques matrimoniales participent amplement à l'économie du capital des Le Couteulx et contribuent de façon non négligeable à sa « mise en visibilité », dans un souci de préservation des intérêts familiaux. Ces pratiques procèdent d'une combinaison qui associe une endogamie de plus en plus affirmée pour les hommes, à une volonté manifeste, en tout cas au XVII^e siècle, d'exogamie concernant les filles vers les familles de la petite noblesse. L'endogamie se révèle, pour la branche parisienne, à cette époque, un puissant levier d'intégration au sein d'une élite marchande dans des stratégies complexes de compensation, conjuguant reproduction sociale et intérêts corporatistes. Les Le Couteulx ont alors régulièrement recours, jusqu'au début du XVIII^e siècle, aux mariages entre fratries consolidant leurs relations avec des familles négociantes bien instituées : les Le Brest ou de Berny à Paris, les Bouëtte à Rouen. La manifestation dans la sphère publique d'une ascension maîtrisée situe le lignage dans un « marché matrimonial » étroit où comptent l'ancienneté du lignage, l'implication dans la vie publique et, bien entendu, la conjonction indispensable d'intérêts matériels et commerciaux. Cette « vigilance endogamique » se traduit par une inflation éloquente du nombre et de la qualité des signataires des contrats de mariage : pas moins de cent-quinze signatures accompagnent celui d'Antoine III et de Louise-Catherine Bouëtte en 1708, soulignant la valeur de discours public, en matière d'intégration sociale, d'un tel document⁴⁸.

(47) Michel ZYLBERBERG, *Capitalisme et catholicisme [...]*, op. cit., p. 172.

(48) AD Seine-Maritime, 2E7 / 35, 28 juillet 1708. Contrat de mariage d'Antoine III et de Louise-Catherine Bouëtte.

La transformation des logiques matrimoniales des Le Couteulx au XVIII^e siècle reflète une évolution importante du rapport au capital dans les décennies qui précèdent la Révolution, sa préservation s'exerçant dans le cadre d'une reproduction sociale stricte : on peut s'étonner d'assister au « verrouillage » des choix matrimoniaux de ses dirigeants qui pratiquent, de façon soutenue, l'endogamie croisée entre les différentes branches de la famille donnant lieu à de multiples alliances consanguines nécessitant de fréquentes dispenses, tandis que la valeur des dots et des apports au mariage atteint des sommets⁴⁹. La consanguinité nuance l'individualisation des branches, croisant les intérêts de chacune et contribuant à une situation intermédiaire entre directions de fratries et rivalités autour du contrôle du capital. Cette forte endogamie consanguine constitue, dans les faits, une économie du capital qui présente plusieurs avantages : elle permet au lignage dépourvu de descendance masculine de contribuer indirectement à la poursuite de l'entreprise et facilite les stratégies de rapprochement entre les branches des Aubris et des de la Noraye, par exemple, toutes deux anoblies par lettres patentes en 1756, consolidant la cohésion de la direction parisienne, mais assurant, aussi, la primauté de certains lignages sur les autres, précipitant l'anoblissement des autres branches et provoquant les acquisitions par licitation des sièges sociaux. Il semble de « tradition familiale » que les descendants des Aubris épousent des filles de la Noraye consolidant, voire fusionnant sur plusieurs générations, deux branches des Le Couteulx, tandis que Catherine-Paule de la Noraye, la veuve de Jacques VII des Aubris acquiert seule l'hôtel d'Auch, en 1777, siège parisien de la rue Montorgueil, qu'elle transmet à son fils unique, Jacques-Jean Le Couteulx du Molay, marié à son tour à une de la Noraye dégageant ainsi une dynastie « dominante » au sein de la nébuleuse familiale.

Le cas de Jean-Barthélemy Le Couteulx de Canteleu qui choisit de s'allier à la branche rouennaise des Verclives se révèle plus complexe. Antoine IV Le Couteulx de Verclives épouse en 1762, en troisième noce, moyennant une dot non négligeable de 80 000 livres, la sœur de Jean-Barthélemy. L'obtention d'une dispense est compliquée par le fait qu'il s'agit du troisième mariage consanguin consécutif d'Antoine IV : en l'occurrence, il épouse la nièce après avoir épousé la tante. Mais il est

(49) Les dots passent, dans le premier quart du XVIII^e siècle, la barre des 60 000 livres pour atteindre un maximum de 647 000 livres en 1775 ; les apports au mariage des époux suivent une évolution comparable, franchissant à la même époque les 300 000 livres pour atteindre le million en 1769. Il y a bien là un seuil franchi en termes de niveau de fortune.

aussi le frère d'Anne Le Couteulx, la future épouse de Jean-Barthélemy ; ce système d'alliances croisées entre fratries d'une même famille a nécessité plusieurs dispenses de consanguinité et la dot qu'apporte la sœur d'Antoine IV est considérable, d'un montant de 647 000 livres⁵⁰. L'alliance rouennaise entre Verclives et Canteleu tempère l'influence sur l'entreprise des dirigeants parisiens, au moins jusqu'au début du XIX^e siècle : le départ de Jean-Barthélemy pour Paris et le décès prématuré de Barthélemy-Pierre, le fils d'Antoine IV précipitent la fin de cet équilibre⁵¹. La dot exceptionnelle d'Anne Le Couteulx dans l'histoire familiale constitue également une exception pour l'époque⁵². La quarantaine d'élus du Tiers prise en compte par Timothy Tackett⁵³ connaît une dot moyenne de 60 000 livres : Jacques-François Begouën-Demeaux et Jean-Barthélemy Le Couteulx de Canteleu sont deux députés du Tiers dont la dot des épouses dépasse les 600 000 livres, vers 1775. Mais il faut constater que ces familles normandes se situent, par la même occasion, dans la partie supérieure des dots aristocratiques de l'Assemblée dont la moyenne des cas retenus est estimée autour de 250 000 livres.

Ce négoce richissime, fraîchement anobli, siégeant parmi le Tiers occupe, par le poids du capital, une position intermédiaire et paradoxale dans la structure sociale d'Ancien Régime : sans faire, au plein sens du terme, partie de la noblesse, il ne se confond plus avec le tiers état qu'il représente pourtant. Il manque aux Le Couteulx, à la veille de la Révolution, à la fois l'ancienneté du lignage et la légitimité d'un discours sur l'égalité sociale. Quel sens donner à l'anoblissement quand on aspire à l'abolition des privilèges ? Cette inflexion du discours dans la sphère publique, par la participation au champ politique implique la redéfinition de la notion d'utilité sociale et sa conversion sur le terrain de l'honorabilité.

La trace matérielle de l'honorabilité : donner du sens à l'anoblissement

La conversion vers l'anoblissement par l'achat d'une charge complète l'affirmation d'une position prépondérante au sein du négoce, sans

(50) AD Seine-Maritime, 2E 2/110, 6 juin 1775. Contrat de mariage entre Jean-Barthélemy et Anne Le Couteulx de Verclives.

(51) *Ibid.*, 2E2/148, le 19 septembre 1805. Papiers de l'inventaire après décès de Barthélemy-Pierre.

(52) La dot de ce mariage n'est pas pleinement représentative des pratiques familiales des Le Couteulx dont la moyenne se situe, le plus souvent, en deçà de 100 000 livres au XVIII^e siècle.

(53) Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, Annexes p. 291-292.

en effacer complètement, toutefois, le caractère dérogeant⁵⁴. L'administration royale, pointant l'« inévitable trahison de la marchandise » et son abandon pour le second ordre promeut, par les lettres d'anoblissement, son utilité sociale et affirme, dans la sphère publique, l'honorabilité de l'ascension bourgeoise⁵⁵. Les dirigeants de Le Couteulx et C^{ie} en saisissent l'ambivalence qui, tout en les distinguant du reste de la marchandise, ne les place qu'à l'orée du second ordre.

C'est dans le cadre d'une différenciation sociale au sein du monde négociant que prend sens, d'abord, le processus d'anoblissement des Le Couteulx⁵⁶. Entre 1698 et 1750, 52 % d'entre-eux sont qualifiés uniquement de « marchands bourgeois », on en dénombre jusqu'à 80 % dans les actes compris entre 1738 et 1750, période que l'on peut caractériser comme celle de l'intégration la plus aboutie des Le Couteulx au sommet du négoce, tant parisien que normand. Ensuite, ils sont de plus en plus nombreux à revendiquer un titre qui les lie, soit au monde de la petite noblesse issue des offices, soit à celui des Chambres de commerce – les charges municipales, quoique nombreuses, semblent moins sollicitées, avant 1750 –⁵⁷. Les offices ont un prix, il peut être élevé : Barthélemy II fait l'acquisition, le 4 août 1706, de l'un des quarante offices créés par Louis XIV, dans une période de difficultés économiques, moyennant la somme de 70 000 livres⁵⁸. Son cousin Étienne III, achète, à la même époque, « l'état et office de secrétaire du roi », mais il doit, à plusieurs reprises verser au trésorier Bertin des sommes non négligeables : 10 000 livres en 1715, 10 666 livres en 1731 et en 1744, 19 333 livres⁵⁹. Barthélemy-Thomas Le Couteulx, qui ne dirige pas la société, acquiert en 1767 la charge très importante de premier président de la Cour des Comptes aides et finances de Normandie pour la somme considérable de 280 000 livres : il est alors qualifié dans

(54) Voir Guy CHAUSSINAND-NOGARET, « Capital et structure sociale sous l'Ancien Régime », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 2, 1970, p. 464.

(55) AD Seine-Maritime, 3B 55 (f° 212), février 1756. Lettres d'anoblissement de Jean-Étienne I^{er} et Barthélemy I^{er}. Sur le débat public, voir l'Abbé COYER, *La noblesse commerçante*, Paris, 1756 et *Développement et Défense de la noblesse commerçante*, Paris, 1757.

(56) AN, MC, Et. LVII/411, 8 juillet 1754. Papiers de l'inventaire après décès d'Étienne III Le Couteulx.

(57) AD Seine-Maritime, 15 Fⁱ Fonds Vanier, Quelques notes sur la famille Le Couteulx (1952-1953).

(58) AN, MC, Et. XV/520, 19 août 1721. Papiers de l'inventaire de Barthélemy II Le Couteulx.

(59) *Ibid.*, LVII/411, 8 juillet 1754. Papiers de l'inventaire après décès d'Étienne III Le Couteulx.

les actes de « chevalier conseiller du roi en tous ses conseils »⁶⁰. L'aristocratie, par la bouche de Saint-Simon, ne voit dans ce procédé qu'une façon de « battre monnaie avec de la cire et du parchemin » rapportant, certes, à l'État près de 4 000 000 de livres⁶¹.

La rupture s'opère au milieu du XVIII^e siècle avec les premières lettres d'anoblissement accordées en 1756 à deux dirigeants rouennais, Jean-Étienne I^{er} et Barthélemy I^{er}, les intéressés se retirant aussitôt du tableau du corps des marchands-drapiers afin d'échapper à la capitation⁶² et plus tard, avec celles octroyées à deux avocats du parlement de Normandie, en 1764, distinguant, au sein de la famille Le Couteulx, la branche parlementaire. Entre 1751 et 1786, 80 % des dirigeants mentionnés dans les successions le sont désormais avec le titre d'« écuyer », suivi du nom éponyme d'une propriété ou d'une seigneurie. Si la pratique de l'agrégation coutumière est rendue plus délicate par la multiplication des contrôles d'usurpation au XVIII^e siècle – les Aubris et de la Noraye portent le nom de fermes probablement acquises à la fin de ce siècle –, la seigneurie ne prend sens véritablement qu'en étant inscrite dans une ascension sociale déjà engagée dans la voie de l'anoblissement à laquelle elle confère un certain lustre par son importance et les revenus qui lui sont attachés⁶³. Elle donne ainsi son nom au lignage, le distinguant des autres branches familiales. Les nouveaux anoblis multiplient les achats de propriétés, à un rythme très soutenu, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : une première vague d'acquisitions conséquentes est opérée, dès 1757, par les fils de Jean-Étienne I^{er} anobli l'année précédente, avec l'achat des fiefs et seigneuries du Molay, près de Bayeux et du Puy de la Vallée, en Picardie⁶⁴ ; une seconde, dans les années 1760, dans le Vexin Normand, entre Les Andelys et Gisors, avec les seigneuries de Hacqueville et de

(60) AD Seine-Maritime, 2E 2/125, 23 septembre 1784. Contrat de mariage de son fils Jean-Barthélemy.

(61) Voir Adolphe CHERUEL, *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, Paris, 1855, p. 24.

(62) Depuis 1751, les nobles sont autorisés à faire le commerce de gros sans être inscrits dans un corps de marchand, AD Seine-Maritime, 2E13/63, 19 novembre 1756. Renonciations de maîtrise de Jean-Étienne I^{er}, de d'Antoine I V, de Barthélemy I^{er}.

(63) Jean-Marie CONSTANT, *La société française aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Gap, Paris, Ophrys, 1994, tableaux statistiques pour la Beauce p. 144.

(64) AN, MC Ét, XCVIII/538, 13 juin 1757 avec ajout du 10 juillet. Achat de la terre du Molay par Jacques VII au duc de Chaulnes, près de Bayeux moyennant 480 000 livres, plus 40 000 livres de travaux. *Ibid.*, XCVIII/538, 23 juin 1757. Jean-Étienne II achète la seigneurie du Puy de la Vallée pour 145 000 livres.

Richeville, Verclives et de Farceaux, véritable étape sur la route entre Paris et Rouen, reliant les deux sièges. Il s'agit d'acquisitions importantes, dont deux, celles du Molay et de Farceaux, dépassent les 400 000 livres⁶⁵. Ces acquisitions sont l'amorce d'un changement du mode de vie en terme de domiciliation multiple : à partir de 1770, les achats de « campagnes » dans une proximité relative des sièges s'accroissent, à Canteleu, près de Rouen, par Jean-Barthélemy en 1780⁶⁶ et en Île de France, à la Malmaison en 1771, à Villeflix en 1782, à Louveciennes en 1787 et à Auteuil en 1792⁶⁷. Les deux propriétés voisines de la Malmaison et de Louveciennes sont le cadre d'une sociabilité croisée de salon⁶⁸ dont l'esprit va du badinage, au pamphlet politique, souvent teintée de fraternité maçonnique⁶⁹. Au total, entre 1754 et la Révolution, les dirigeants de Le Couteulx et C^{ie} consacrent près de 2 000 000 de livres à l'achat de propriétés.

Le cumul des responsabilités et des offices implique, à cette époque, des choix hiérarchisés dans la publicité de la dignité : si les responsabilités au sein des chambres de commerce sont volontiers mises en avant dans le deuxième tiers du XVIII^e siècle, elles sont supplantées largement dans les décennies qui précèdent la Révolution par les offices, ainsi que par les fonctions municipales les plus importantes : Antoine-Louis Le Couteulx de la Noraye est maire de Rouen en 1764, Antoine IV Le Couteulx de Verclives entre 1774 et 1776. La construction de la titu-

(65) AD Seine-Maritime, 2E2/81, 12 novembre 1760. Achat du fief, seigneurie et châtellenie d'Hacqueville et Richeville, *ibid.*, 2E2/96, 2 mai 1768. Achat de VERCLIVES par Antoine IV et AN, MC, CXVIII/562. 13 octobre 1768, Antoine Louis et Hélène Olympe Palerne achètent Farceaux pour 410 000 livres dont 310 000 au comptant.

(66) AN, MC Ét. XCVIII/633, 14 mars 1780. Achat par l'intermédiaire d'Antoine IV de la terre et seigneurie de Canteleu.

(67) *Ibid.*, CVIII/590, 23 mars 1771. Achat par Le Couteulx du Molay pour 180 000 livres de la Malmaison. *Ibid.*, XCVIII/643, 22 février 1782. Barthélemy-Jean-Louis de la Noraye achète le domaine de Villeflix. *Ibid.*, XCVIII/668, 28 mars 1787. Laurent-Vincent acquiert le château de Voisins à Louveciennes pour 121 000 livres. *Ibid.*, XCVIII/692, 26 mai 1792. Achat par Jean-Barthélemy Le Couteulx de Canteleu d'une propriété à Auteuil contre une rente annuelle de 4 000 livres.

(68) Ils tiennent à Louveciennes, le samedi et le dimanche, un salon prestigieux qui reçoit le navigateur La Pérouse, Jacques-Louis David, Condorcet, Lavoisier, André Chénier, Choderlos de Laclos, Gouverneur Morris, Benjamin Constant... La même société est reçue le lundi à la Malmaison par Geneviève-Sophie Le Couteulx, avec Delille, Marmontel, Sieyès, Pablo de Olavide... Voir Antoine LILTI, *Le monde des salons, sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2005.

(69) Éric SAUNIER, *Révolution et sociabilité en Normandie au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. 600 Francs – Maçons de 1770 à 1830*, Rouen, Publication des Universités de Rouen et du Havre, 1998.

lature révèle autant l'ascension sociale que le caractère « composite » de la notabilité⁷⁰. Les Le Couteulx ont certainement peu d'illusion sur le prestige véritable de la charge, mais ils n'ignorent pas que l'office ouvre la voie aux réseaux des manieurs d'argent que le pouvoir royal utilise pour « drainer les finances » des élites du royaume⁷¹, favorisant le terrain fertile de « l'échange entre argent et honneur, constitutif du privilège »⁷².

L'honorabilité des Le Couteulx prend une nouvelle dimension, dans les années qui précèdent la Révolution par une participation active aux débats publics sur des questions essentiellement d'économie et de finances qui permet une meilleure compréhension de l'engagement d'une famille dans le champ politique pendant la Révolution. La branche parisienne, en 1785, fait l'objet d'une campagne acérée de libelles, soutenue par le publiciste Brissot et par Mirabeau, à l'initiative du ministre Calonne qui dénonce la spéculation à laquelle se livrent les Le Couteulx avec l'argent espagnol. On publie *De la Banque d'Espagne dite de Saint-Charles*, suivi d'une *Lettre du comte de Mirabeau à M. Le Couteulx de la Noraye*. La branche rouennaise n'est pas en reste : après avoir opposé des remontrances en 1786, au nom de la Chambre de commerce de Rouen, sur le traité avec l'Angleterre⁷³, Jean-Barthélemy Le Couteulx de Canteleu est désigné par le pouvoir royal l'année suivante au nombre des six membres du Tiers qui composent l'Assemblée provinciale de Normandie. Il se prononce clairement, en 1788, dans un *Mémoire* présenté à la ville de Rouen, en faveur du doublement des membres du Tiers et du vote par tête, dénonçant les privilèges fiscaux et prônant la transformation des États-généraux en Assemblée nationale. La conversion des anoblis dans le champ de la représentativité politique est pesée par les

(70) Voir Robert DESCIMON, « Les élites du pouvoir et le prince : l'État comme entreprise », dans Wolfgang REINHARD (éd.), *Les élites du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, PUF, 1996, p. 159. Voir aussi Nicolas SCHAPIRA, *Un professionnel des lettres au XVIII^e siècle : Valentin Conrart, une histoire sociale*, Paris, Éditions Champ Vallon, 2003, p. 44 et « Occuper l'office. Les secrétaires du roi comme secrétaires au XVIII^e siècle. », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* 2004-1 (n° 51-1), p. 36 à 61.

(71) Christine FAVRE-LEJEUNE, *Les secrétaires du roi de la grande chancellerie de France (1672-1789)*, Paris, SEDOPOLS, 1986 et Françoise BAYARD, *Le monde des financiers au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1988, p. 309-311.

(72) Jacques LE GOFF, Robert DESCIMON, Alain GUERY, « Un État des temps modernes ? », dans André BRUGUIERE et Jacques REVEL (dir.), *Histoire de la France*, Paris, Seuil, 2000, vol. IV, « La longue durée de l'État », p. 216.

(73) AD Seine-Maritime., C. 1092, Observations préliminaires de la Chambre de commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

assemblées provinciales, l'année suivante : si Jean-Barthélemy est élu député du Tiers, au second rang derrière Thouret à Rouen, la candidature de Laurent-Vincent est rejetée devant l'assemblée de Paris hors-les-murs, bien que ce dernier ait plaidé pour la distinction entre une noblesse de mérite et celle acquise à prix d'argent. Modérés en matière économique, les Le Couteulx se montrent plus conservateurs dans le champ politique : proches de Sieyès qu'ils reçoivent à la Malmaison, ils sont membres du club des Feuillants à partir de juillet 1791 et, fidèles à la monarchie constitutionnelle, se prononcent en faveur d'un procès du roi par un jury de citoyens, dans un opuscule anonyme intitulé *Le cri de la conscience*. Cette modération les expose à la dérision tant révolutionnaire que contre-révolutionnaire, atteignant la réputation, moquant le nom, mais portant le coup, en priorité, à l'utilité sociale : un savoureux pamphlet recense au nombre des figures majeures des débuts de la Révolution Jean-Barthélemy Le Couteulx, mais lui attribue pour adresse la « rue Vide-Gousset, au bureau des assignats-monnaie »⁷⁴, plus tard, sous le Directoire, la presse royaliste dénonce la connivence opportuniste des milieux d'affaires avec le pouvoir et prête à de Canteleu le surnom de « Cauteleux ». Lors de la Terreur, les citoyennes Le Couteulx peuvent affirmer dans une lettre ouverte adressée au Comité de salut public que leurs maris n'avaient pas souhaité être anoblis, qu'ils auraient « préféré aux futilités distinctions recherchées par la vanité, l'avantage de se rendre constamment utiles à leur patrie »⁷⁵.

Les titres retrouvent leurs droits sous le Directoire et plus encore sous l'Empire : le pouvoir a bien compris le rôle que peuvent jouer les « nobles refaits » dans la reconstruction de l'ordre social⁷⁶. Les Le Couteulx saisissent l'occasion de convertir dans le nouveau champ politique l'anoblissement d'Ancien Régime : les titres s'alourdissent et s'inscrivent dans une solution de continuité, parfois étrange, allant de l'Ancien Régime à la Restauration. Si Jacques-Jean Le Couteulx du Molay est qualifié, en 1801, de « propriétaire demeurant ordinairement à Meung », il devient, en 1823, « Baron Le Couteulx, chevalier

(74) *Le Guide National, ou liste des noms et demeures des principaux personnages de la capitale*, à Paris, chez tous les marchands d'assignats, probablement 1790-1791.

(75) AN, F⁷ 4774 10, Fonds du Ministère de l'Intérieur, Mémoire des citoyennes Le Couteulx au Comité de salut public. Elles ajoutent « qu'ils avaient été disposés à abandonner leurs titres au ministre Terray qui leur imposait une taxe sur les nouveaux anoblis ».

(76) Natalie PETITEAU, *Élites et mobilités : la noblesse d'Empire au XIX^e siècle (1808-1914)*, Paris, La boutique de l'Histoire Éditions, 1997.

de l'ordre royal de la légion d'honneur, ancien trésorier général de la caisse de l'extraordinaire »⁷⁷. La Révolution et l'Empire ont accéléré, de façon significative, l'intégration de l'ancienne marchandise anoblée : la fidélité ou l'opportunisme lui conférant les quartiers de noblesse qui lui faisaient défaut auparavant. La Révolution a aussi encouragé la fusion de la vieille aristocratie avec les derniers anoblis d'Ancien Régime : Pauline-Laurette Le Couteulx, la fille de Jacques-Jean épouse, en 1796, dotée de 300 000 livres, Louis-Jules-César de Noailles. Son frère, Jacques-Félix Le Couteulx du Molay, futur préfet de Côte-d'Or demeure fidèle aux pratiques matrimoniales familiales et s'unit pour la quatrième génération consanguine consécutive, en 1804, à sa cousine Alexandrine-Sophie Le Couteulx de la Noraye, par un contrat de mariage signé par deux altesses sérénissimes de l'Empire, Cambacérès et Lebrun⁷⁸. Anciens banquiers, négociants, manufacturiers formés dans la succursale de Cadix, les Le Couteulx deviennent hommes politiques, polytechniciens, auditeurs au Conseil d'État, hauts fonctionnaires, associés aux plus grandes familles, siégeant dans les conseils d'administration, alliés aux plus anciens lignages de l'aristocratie, faisant valoir, indépendamment des régimes, par une présence diffuse, croisée, mais incontournable au sommet de l'État, le poids et l'influence durable des réseaux d'une élite réinventée.

*

La mobilité sociale des Le Couteulx, nous apprend que la société d'ordres d'Ancien Régime est sans doute moins figée qu'on ne le pense. La maîtrise du discours public conciliant le prestige, la pérennité ou l'honorabilité est sous tendue par la capacité à déplacer la norme sociale tout en l'intériorisant – la construction de la titulature, la reconstruction de la notabilité. Elle montre que l'ascension des Le Couteulx sous l'Ancien Régime est tout sauf linéaire : elle se décompose en plusieurs plans – le négoce, la finance, la noblesse, la représentation politique –

(77) AN, MC, Et. CXVII/993, 28 thermidor an IX de la République, inventaire après décès de Geneviève-Sophie Le Couteulx de la Noraye, *ibid.*, CXVIII/929. 10 mars 1823, inventaire parisien de Jacques-Jean du Molay.

(78) *Ibid.*, CXVII/982, 29 brumaire an V. Contrat de mariage Pauline-Laurette et de Louis-Jules-César de Noailles, *ibid.*, CXVIII/704, 14 messidor an XII. Contrat de mariage entre Jacques-Félix et Alexandrine-Sophie.

qui se répondent, se superposent ou se complètent permettant la conversion de la valeur dans le champ de l'utilité sociale. Une constante de l'identité bourgeoise tient-elle dans cette quête d'un « état », c'est-à-dire d'une réussite sociale légitimée par le principe de l'utilité commune ? Une relecture du sens de l'anoblissement s'impose : certaines vertus considérées volontiers comme « bourgeoises », au XIX^e siècle, liées au travail ou à la fortune sont, en fait, « consubstantielles de la notion même de noblesse » si on les considère en perspective⁷⁹ : elles doivent être regardées, non pas comme l'affirmation tardive d'une identité, mais comme le produit d'un discours public sur le mérite lentement construit qui plonge ses racines dans le pouvoir d'Ancien Régime, rendant, par là même, délicate l'affirmation d'un « ordre bourgeois » sorti armé de la Révolution. Il existe une solution de continuité sur deux siècles chez les Le Couteulx, lisible au travers de l'univers matériel, par-delà le « catalyseur révolutionnaire », dont il ne faut pas, cependant, sous estimer le rôle en terme de filtrage et de cristallisation de la position sociale. Cet univers, en apparence polysémique et fragmenté, participe à la construction de la valeur et à sa reconnaissance dans une convergence du discours qui ne peut nous échapper⁸⁰. L'adéquation du signe et du sens relève du décryptage soigneux d'un univers, le plus souvent, non verbal dont il reste à mesurer la variabilité des niveaux de production – collectif, individuel ou exogène –, comme l'organisation de la réception dans la sphère publique – la localisation d'un siège social, l'anoblissement ou le choix d'une alliance, par exemple. Dans quelle proportion les pratiques matérielles sont-elles les matrices futures d'un discours sur l'identité bourgeoise, comme on peut l'observer, dans le cas des Le Couteulx, pour le capital ou l'endogamie ? Sans doute, ce travail en cours montre-t-il encore de manière insuffisante tout le caractère fragmentaire et stratifié, mais convergeant de la construction d'une identité bourgeoise dans ses assises matérielles et par les modes de manifestation où elle recompose ses enjeux dans un dialogue constant avec l'espace public – le siège social, les contrats de mariage, l'engagement politique. Mobilité, redistribution, concentration établissent à des niveaux différents, dans des registres variés, une trace – plus qu'une image – cohérente du caractère

(79) Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *La noblesse au XVIII^e siècle*, op. cit., p. 54-55 et François-Joseph RUGGIU, *Les élites*, op. cit., p. 84.

(80) Luc BOLTANSKI, Laurent THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 164,

pluriel et discuté d'une construction identitaire collective, en deçà du champ de l'affirmation, mais dans une convergence du sens, des pratiques et des moyens.

Richard FLAMEIN

Doctorat à l'Université de Rouen
2 rue Pierre Lamotte
76560 Douveville

carrache@msn.com